Pour un impôt-environnement

Partage international n° 55 – Mars 1993

Nous disposons d'une arme puissante contre la pollution de notre environnement : une taxe, un impôt-environnement. Le monde des affaires, par la force de l'habitude, n'est pas favorable à cette idée. Cela pourrait, selon lui, modifier le jeu de la concurrence dans le sens d'une diminution de la croissance économique et entraîner des suppressions d'emplois.

Les gouvernements sont sensibles à ce genre d'argument et gardent leurs distances. Tout comme les industriels, ils craignent de faire le premier pas et d'avantager ainsi la concurrence étrangère. Alors les choses piétinent.

La Communauté européenne se déclare prête à agir, mais seulement si le Japon et les États-Unis acceptent de coopérer. Le Japon fait le même genre de déclaration, tout en soulignant que le coût de son énergie est plus élevé que partout ailleurs. A ce jour, les États-Unis n'ont pas voulu discuter de cette question. L'année dernière, le président Bush a déclaré en termes clairs : *« Je veux être réélu. »*

Son vœu n'a pas été exaucé. Espérons que son successeur, Bill Clinton, comprendra l'impérieuse nécessité de contrer la pollution croissante par le biais fiscal, voire même son caractère inévitable. Quant au bien fondé des objections soulevées contre cette solution, il est remis en cause par le magnat suisse Stephan Schmidheiny. Ce dernier pense que les industriels s'élèvent à corps et à cris contre un impôt écologique par crainte que leur silence ne soit pris pour une acceptation. Il estime que leur opposition est arbitraire, stupide et contre-productive. *« L'avenir appartient aux produits qui ne nuisent pas à l'environnement »*, a-t-il déclaré lors d'une interview accordée au journal allemand *Die Zeit*. L'expérience prouve le non-fondé des prétendus désavantages d'un éventuel impôt-environnement. Prenons le cas du Japon, par exemple, où le coût de l'énergie est relativement élevé. Personne ne songerait à prétendre que la compétitivité japonaise en souffre ou que le taux de chômage y soit plus élevé. Pourtant, le Japon consomme moins d'énergie que la CEE, et beaucoup moins que les États-Unis qui, s'ils bénéficient de l'énergie la moins chère, en gaspillent le plus. Il est vrai que c'est au niveau mondial qu'un impôt-environnement devrait être appliqué. Mais cela n'est pas indispensable. Tous les pays pourraient tirer profit d'une modification fondamentale de leur propre système fiscal. La politique actuelle consiste à taxer les employeurs et les employés sur leurs bénéfices et sur leurs revenus, ce qui dans certains pays, rend la contribution de l'employeur très élevée. Il est donc compréhensible que les employeurs limitent les embauches. Il n'y a par ailleurs que peu ou pas de taxes sur la pollution du sol, de l'air et de l'eau, sur l'exploitation des ressources rares, sur l'abattage des arbres ou l'énorme production des matériaux d'emballage. Nous encourageons précisément ce que nous voulons éviter, la destruction de l'environnement, et nous empêchons la création de nouveaux emplois que la sauvegarde de l'environnement pourrait créer.

L'instauration d'un impôt-environnement devrait donc s'accompagner d'une réduction proportionnelle de l'impôt sur le revenu. Quoi de plus logique ? Nous devons soutenir tout ce qui est utile et désirable et imposer une charge fiscale sur ce qui ne l'est pas. Notre système fiscal actuel est un héritage du siècle dernier et nous nous retrouvons étouffés sous la poussière d'une ère révolue.

Chacun est indispensable

Face aux problèmes accablants auxquels le monde est confronté, que peut faire un simple individu ? Parce que la destruction de l'environnement, la famine et la guerre qui nous menacent, nous semblent insurmontables, nous restons passifs.

Or il est faux de croire que nous ne pouvons rien faire. L'histoire de la réussite de Frank Kampeneers racontée récemment dans *Volkskrant*, aux Pays-Bas, prouve le contraire. Jeune étudiant en biologie à l'université d'Utrecht, F. Kampeneers avait été choqué par l'énorme quantité de plastique et autres détritus provenant chaque jour du réfectoire de l'université. Il n'était certainement pas le seul à l'avoir remarqué, mais il décida de faire quelque chose de concret. Il réunit un groupe d'étudiants.

Ils élaborèrent ensemble un projet à la fois écologique et économique visant à réduire le gaspillage de la cantine, où quelque mille repas sont servis quotidiennement. Aujourd'hui, deux ans plus tard, les gobelets jetables en plastique ont totalement

disparu. Presque tout le monde utilise maintenant des récipients en porcelaine. Les aliments ne sont plus recouverts de cellophane, les canettes de boissons ont disparu et les couverts en plastique ont été remplacés par des couverts en inox.

C'est une goutte d'eau dans la mer, direz-vous. Mais voici la fin de cette histoire : les mesures prises ont fait que les déchets du réfectoire ont diminué de 80 %. Les emballages superflus, notamment, ont considérablement diminué. Ce qui donne 60 sacs poubelle en moins chaque semaine (3 000 par an). L'exemple sera bientôt suivi par les restaurants de 30 autres universités. Estimation annuelle de la réduction des déchets : 250 tonnes, et cela pour une seule université. Quel est le coût supplémentaire ? Zéro. Au contraire, l'économie réalisée se monte à plusieurs centaines de milliers de dollars, soit bien assez pour assurer l'achat de vaisselle en porcelaine et de couverts en inox et pour engager du personnel supplémentaire dans les cuisines. La société de consommation est redevenue une société d'utilisateurs. Plus de 90 % de ceux qui utilisent la cantine de l'université d'Utrecht se déclarent satisfaits de cette nouvelle situation.

L'idée d'une seule personne, mise en pratique par un petit groupe d'amis, peut à l'évidence avoir une influence déterminante. Il n'existe pas une seule raison valable pour attendre que le monde politique, industriel ou éducatif se penche sur nos désirs et décide éventuellement de résoudre nos problèmes. Les solutions viennent mieux et plus vite si nous agissons par nous-mêmes, en mettant nos idées en pratique et en exerçant notre influence. Dans le message n° 13 transmis à travers Benjamin Creme, Maitreya s'exprime en ces termes : « *Tous doivent participer, chacun individuellement. Nul n'est trop petit, ni trop jeune pour prendre part au grand Plan de sauvetage et de réhabilitation de notre monde.* »

Thématiques : environnement
Rubrique : Editorial